

Commission paritaire de l'industrie chimique*Convention collective de travail du 18 juillet 2001*

Fixation de certaines conditions de travail pour l'industrie transformatrice de matières plastiques de la province de Flandre occidentale

Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises situées dans la province de Flandre occidentale et ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie chimique du chef de leur activité dans la transformation de matières plastiques.

Disposition générale

Art. 2. La présente convention collective de travail ne porte aucun préjudice aux conventions collectives de travail générales conclues au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique. La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord interprofessionnel 2001-2002 du 22 décembre 2000 et de l'accord national 2001-2002 relatif à l'évolution du coût salarial, à la formation permanente et à l'emploi conclu le 7 mars 2001 au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique.

Sécurité d'emploi

Art. 3. Pendant la durée de validité de la présente convention collective de travail, les employeurs mettront tout en oeuvre pour éviter des licenciements pour raisons économiques. Les problèmes éventuels à ce sujet seront réglés, en premier lieu et dans la mesure du possible, par l'instauration d'un régime de chômage partiel.

Exclusivement pendant la durée de la présente convention collective de travail, des licenciements pour raisons économiques ne seront possibles qu'après avoir atteint une somme de jours de chômage partiel, à raison de 15 jours par ouvrier, dans la section touchée de l'entreprise concernée.

Si cette condition n'est pas remplie au moment d'un licenciement pour raisons économiques, le délai de préavis légal ou l'indemnité légale de rupture légale est doublé pour ce licenciement.

Avant de procéder à un licenciement pour raisons économiques, l'employeur se concertera avec les organisations syndicales.

Prépension convention collective de travail n 17 du Conseil national du travail

Art. 4. Le régime de prépension existant, qui abaisse à 58 ans l'âge de 60 ans, prévu par la convention collective de travail n 17 conclue le 19 décembre 1974 au Conseil national du travail, est prorogé pour la durée de la présente convention collective de travail, et ce pour autant que les dispositions légales actuelles restent en vigueur.

Les procédures et modalités sont celles prévues par la convention collective de travail n°17 précitée.

Art. 5. En application de l'accord national conclu le 7 mars 2001 au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique et de la convention collective de travail sectorielle du 18 juin 2001, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique, et pour une période limitée du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2002, le régime de prépension prévu par la convention collective de travail n°17 précitée est étendu aux ouvriers qui :

1. ont atteint l'âge de 56 ans ou plus, ou l'atteindront au plus tard le 31 décembre 2002;
2. satisfont aux conditions prévues en la matière par la législation en vigueur.

Les procédures et modalités en la matière sont celles prévues par la convention collective de travail n 17 précitée.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

01-08-2001

28/9/2001

NR. 58934
N°

Art. 6. En application de la convention collective de travail sectorielle conclue le 18 juin 2001 en Commission paritaire de l'industrie chimique, et après accord préalable expressément donné par l'employeur, la possibilité de recourir à la prépension à mi-temps est accordée aux ouvriers qui :

- ont atteint ou atteindront au plus tard le 31 décembre 2002 l'âge de 55 ans ou plus;
- satisfont aux dispositions légales applicables en la matière;
- arrivent à un accord avec leur employeur pour réduire leurs prestations à un mi-temps.

Les procédures et modalités sont celles qui sont définies par la convention collective de travail n° 55 du 13 juillet 1993, conclue au Conseil national du travail.

Mesures concernant l'emploi, le crédit-temps, la formation

Art. 7. Interruption de carrière

Les accords existants, tels que prévus aux articles 7 et 9 de la CCT du 30 juin 1999 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique, portant fixation de certaines conditions de travail pour l'industrie transformatrice de matières plastiques de la province de Flandre occidentale, restent d'application jusqu'au 31 décembre 2001.

Art. 8 Crédit-temps

§1. Le droit au crédit-temps, prévu par la cct n° 77 conclue le 14 février 2001 au Conseil national du Travail, relative à l'introduction d'un régime de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, est, dans le prolongement de l'accord national du 7 mars 2001 conclu en Commission paritaire de l'industrie chimique, étendu à une durée maximale de 5 ans sur l'ensemble de la carrière.

Au cours de la première année, l'exercice de ce droit doit, conformément à la cct n° 77 précitée, porter sur une période minimale de 3 mois. Sauf si d'autres accords ont été conclus sur le plan de l'entreprise, le crédit-temps doit, de la 2ème à la 5ème année, satisfaire simultanément aux deux conditions suivantes :

- être pris par période d'un an
- les ouvriers qui souhaitent exercer ce droit au crédit-temps doivent avoir atteint au moins cinq ans d'ancienneté.

L'exercice de ce droit ne peut pas perturber l'organisation du travail.

§2. L'employeur décide, après concertation avec le conseil d'entreprise ou, à défaut, la délégation syndicale, du remplacement éventuel en fonction de l'organisation du travail. S'il ne procède pas au remplacement, l'employeur motivera sa décision auprès du conseil d'entreprise ou, à défaut, auprès de la délégation syndicale.

Art. 9. Pour la durée de la présente convention collective de travail est instauré le droit au travail à mi-temps, avec maintien proportionnel du revenu, limité à maximum 3 p.c. de l'effectif ouvrier de l'entreprise. L'exercice de ce droit ne peut pas perturber l'organisation du travail.

Art. 10 Pour la durée de la présente convention collective de travail, un effort de formation est consenti avec pour objectif 1,3 p.c. de la masse salariale pour l'ensemble des entreprises concernées. Tant pour la formation professionnelle interne que pour la formation professionnelle externe, l'objectif visé est la possibilité de prévoir cette formation pour toutes les catégories du personnel ouvrier, mais avec une attention particulière pour les moins qualifiés. Il est prévu, chaque année, de procéder avec le conseil d'entreprise, ou, à défaut, avec la délégation syndicale, à une évaluation et à une discussion du programme.

Jour de carence

Art. 11. Le paiement du salaire pour le premier jour de carence en cas de maladie est instauré pour une durée indéterminée. L'octroi du salaire pour les autres jours de carence en cas de maladie est prorogé à l'essai pour la période du 1er avril 2001 jusqu'au 31 mars 2003.

Congé d'ancienneté

Art. 12. A valoir sur toute réduction éventuelle future de la durée du travail, sous quelque forme que ce soit, il est accordé,
pour 2001 : un premier jour d'ancienneté, octroyé à partir de 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise;
un deuxième jour d'ancienneté, octroyé à partir de 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise;
pour 2002 : un jour d'ancienneté supplémentaire, octroyé à partir de 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise (au total, maximum 3 jours d'ancienneté par année-calendrier).

Pouvoir d'achat

Art. 13 Salaires.

Les salaires de base effectivement payés (40 heures/semaine) seront augmentés de 6 BEF (0,1487 EUR) l'heure à compter du 1er juillet 2001 et de 5 BEF (0,1239 EUR) l'heure à compter du 1er juillet 2002.

Les salaires horaires minimaux existants, exprimés en régime de 40 heures par semaine, seront augmentés de 6 BEF (0,1487 EUR) l'heure et deviennent, à compter du 1er juillet 2001 :

- Achèvement et emballage : 363,70 BEF (9,0159 EUR) l'heure
- Production
 - a) à l'embauche : 387,25 BEF (9,5997 EUR) l'heure
 - b) après trois mois (salaire de référence) : 400,70 BEF (9,9331 EUR) l'heure
 - c) spécialisés : 409,60 BEF (10,1537 EUR) l'heure
- Chefs d'équipes : 420,45 BEF (10,4227 EUR) l'heure.

Les salaires horaires minimaux existants, exprimés en régime de 40 heures par semaine, seront augmentés de 5 BEF (0,1239 EUR) l'heure à compter du 1er juillet 2002.

Ces montants sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, conformément à la convention collective de travail du 2 mai 2001, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique, concernant la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation.

Les montants cités ci-dessus correspondent à l'indice pivot 106,47 en base 1996 = 100.

Primes pour travail en équipes

Art. 14 Les montants des primes pour travail en équipes (40 heures/semaine) sont portés à partir du 1er juillet 2001, pour les équipes de jour à 6,70 p.c. du salaire de référence et pour les équipes de nuit à 22 p.c. du salaire de référence, tel que fixé à l'article 13 alinéa 2, ci-dessus.

Si le calcul s'effectue par heure, il se fait jusqu'à la troisième décimale et, comme d'usage pour l'arrondi, on laisse tomber tout ce qui se trouve après la deuxième décimale. A partir du 1er janvier 2002, le calcul des montants en euro se fera jusqu'à la cinquième décimale et tout ce qui se trouve après la quatrième décimale sera négligé, conformément aux dispositions de l'article 3 de la cct du 2 mai 2001 relative aux primes d'équipes, conclue en commission paritaire de l'industrie chimique .

Les primes d'équipes exprimées en francs s'établissent dès lors au 1er juillet 2001 (40 heures/semaine) comme suit :

- équipes du matin et de l'après-midi : 26,84 BEF (0,6653 EUR) l'heure;
- équipes de nuit : 88,15 BEF (2,1852 EUR) l'heure.

Travail intérimaire

Art. 14. Sans préjudice des dispositions légales en la matière, le conseil d'entreprise ou, à défaut, la délégation syndicale, sera informée chaque mois sur l'emploi de tiers tels que visés par le chapitre II de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs dont l'activité est principalement manuelle.

L'information à fournir comporte les points suivants :

- le nombre d'intérimaires par section;
- la raison invoquée pour leur emploi;
- la répartition du nombre d'intérimaires dans l'entreprise par durée d'occupation ininterrompue dans l'entreprise selon le schéma suivant : moins de trois mois, entre trois et six mois, entre six et douze mois, entre douze et dix-huit mois, dix-huit mois et plus.

Stress – CCT n° 72 du CNT

Art. 16. Conformément au point 9 de l'accord interprofessionnel précité, les parties signataires soulignent l'importance de la CCT n° 72 conclue au CNT, pour le bien-être des travailleurs et le bon fonctionnement de l'entreprise. Elles adhèrent à la recommandation de la CCT n° 72 précitée en vue de mettre en pratique les propositions avancées par la dite CCT et mettent l'accent sur l'influence positive que peuvent exercer les services de prévention.

Conventions existantes et paix sociale

Art. 17. Toutes les dispositions des conventions antérieures qui n'étaient pas à effet unique et qui ne sont pas modifiées par la présente convention collective de travail, sont prorogées pour la durée de la présente convention collective de travail.

La paix sociale est garantie pendant toute la durée de la présente convention collective de travail.

Passage à l'euro

Art. 18. Les articles ou éléments d'articles figurant à la première ligne ainsi que dans la première et quatrième colonne de la (ou des) ligne(s) suivante(s) du tableau ci-dessous, se rapportent à la présente convention collective de travail.

Pour les montants exprimés en euro dans la deuxième colonne du tableau, les montants exprimés en francs belges dans la troisième colonne sont valables à partir du jour d'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2001.

Art. 13		Art. 13	
	EUR	BEF	
Alinéa 1er	0,1487	6,-	Eerste lid
	0,1239	5,-	
	9,0159	363,70	
	9,5997	387,25	
	9,9331	400,70	
	10,1537	409,60	
	10,4227	420,45	
Art. 14		Art. 14	

	EUR	BEF	
Alinéa 2			Tweede lid
	0,6653 2,1852	26,84 88,15	

Durée de validité

Art. 18. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er avril 2001 et cesse d'être en vigueur le 31 mars 2003, à l'exception de l'article 5, qui entre en vigueur le 1er janvier 2001 et cesse ses effets le 31 décembre 2002.

4

Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid
Collectieve arbeidsovereenkomst van 18 juli 2001

Vaststelling van sommige arbeidsvoorwaarden voor de kunststofverwerkende nijverheid van de provincie West-Vlaanderen.

Toepassingsgebied

Art. 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die gelegen zijn in de provincie West-Vlaanderen en ressorteren onder het Paritair Comité van de scheikundige nijverheid uit hoofde van hun bedrijvigheid inzake verwerking van kunststoffen.

Algemene bepaling

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst doet generlei afbreuk aan de algemene collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001-2002 van 22 december 2000 en het nationaal akkoord 2001-2002 betreffende loonkostontwikkeling, permanente vorming en tewerkstelling gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid van 7 maart 2001.

Werkzekerheid

Art. 3. Tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst zullen de werkgevers alles in het werk stellen om ontslag wegens economische redenen te vermijden. Eventuele problemen in dit verband zullen voor- eerst en in de mate van het mogelijke, worden opgevangen door het invoeren van een regeling van gedeelte- lijke werkloosheid.

Uitsluitend tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst zullen ontslagen wegens economische redenen eerst mogelijk zijn na het bereiken van een som van dagen gedeeltelijke werkloosheid naar rato van 15 dagen per arbeider in de getroffen afdeling van de betrokken onderneming.

Indien deze voorwaarde niet vervuld is op het ogenblik van een ontslag wegens economische redenen, wordt, bij dit ontslag, de wettelijke opzeggingstermijn of de wettelijke verbrekingsvergoeding verdubbeld.

Alvorens tot ontslag wegens economische redenen over te gaan, zal de werkgever hierover met de vakbonds- organisaties overleg plegen.

Brugpensioen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad

Art. 4. Het bestaand stelsel van brugpensioen, waarbij de leeftijd van 60 jaar, voorzien door de collectieve ar- beidsovereenkomst nr. 17 gesloten in de nationale arbeidsraad op 19 december 1974, verlaagd werd tot 58 jaar, wordt verlengd voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst en dit voor zover de huidige wettelijke regelingen van kracht blijven.

De procedures en modaliteiten zijn deze die door voormelde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 voorzien zijn.

Art. 5. In toepassing van het nationaal akkoord gesloten op 7 maart 2001 in het Paritair Comité voor de Scheikundige Nijverheid en van de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18 juni 2001 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid en voor de periode beperkt tussen 1 januari 2001 en 31 december 2002, wordt de brugpensioenregeling, zoals voorzien in bovenvermelde collectieve arbeids- overeenkomst nr. 17, uitgebreid tot de arbeiders die:

1. de leeftijd van 56 jaar of meer hebben bereikt of zullen bereiken uiterlijk op 31 december 2002;
2. voldoen aan de ter zake geldende wettelijke voorwaarden.

De procedures en modaliteiten ter zake zijn deze die door voormelde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 voorzien zijn.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	58934
01-08-2001	28/9/2001	N°	

Art.6. In toepassing van de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18 juni 2001 in de schoot van het Paritair Comité voor arbeiders van de scheikundige nijverheid en mits uitdrukkelijk voorafgaandelijk akkoord van de werkgever, wordt de mogelijkheid tot het opnemen van halftijds brugpensioen toegekend aan de arbeiders die:

- de leeftijd van 55 jaar of meer bereikt hebben of zullen bereiken uiterlijk op 31 december 2002;
- voldoen aan de ter zake geldende wettelijke bepalingen;
- met hun werkgever een akkoord bereiken om hun arbeidsprestaties te halveren.

De procedures en modaliteiten zijn deze die door collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 van 13 juli 1993, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, worden bepaald.

Maatregelen inzake tewerkstelling/tijdskrediet/vorming

Art. 7. Loopbaanonderbreking:

De bestaande afspraken, zoals voorzien in de artikels 7 en 9 van de CAO van 30 juni 1999 gesloten in het Paritair Comité van de scheikundige nijverheid houdende vaststelling van sommige arbeidsvoorwaarden voor de kunststofverwerkende nijverheid van de provincie West-Vlaanderen, blijven van toepassing tot 31 december 2001.

Art. 8. Tijdskrediet.

§1. Het recht op tijdskrediet, voorzien door de CAO nr. 77 gesloten op 14 februari 2001 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering, vanaf 1 januari 2002, van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, wordt, in navolging van het nationaal akkoord van 7 maart 2001 gesloten in het Paritair Comité van de Scheikundige Nijverheid, uitgebreid tot een duur van maximum 5 jaar over de gehele loopbaan.

Tijdens het eerste jaar dient de uitoefening van dit recht op tijdskrediet, overeenkomstig voornoemde CAO nr. 77, te gebeuren per minimumperiode van 3 maanden.

Behoudens andere afspraken op het vlak van de onderneming dienen, van het tweede tot en met het vijfde jaar, de volgende cumulatieve voorwaarden nageleefd te worden:

- het tijdskrediet moet uitgeoefend worden per periode van één jaar
- de arbeiders die van dat recht op tijdskrediet gebruik wensen te maken dienen minstens vijf jaar ancienniteit bereikt te hebben.

De uitoefening van dit recht mag de organisatie van het werk niet verstoren.

§2. De werkgever beslist, na overleg met de ondernemingsraad of bij ontstentenis de syndicale afvaardiging, over de eventuele vervanging in functie van de werkorganisatie. De werkgever zal, in het geval hij beslist niet te vervangen, zijn beslissing motiveren t.o.v. de ondernemingsraad of bij ontstentenis de syndicale afvaardiging.

Art. 9. Voor de duurtijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt het recht op halftijdse arbeid met verhoudingsgewijs behoud van inkomen toegekend naar rato van maximum 3 % van het arbeidersbestand. De uitoefening van dit recht mag de organisatie van het werk niet verstoren.

Art. 10. Voor de duurtijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt een inspanning voor vorming gedaan met als streefdoel 1,3 % van de loonmassa voor het geheel van de betrokken ondernemingen. Er wordt zowel voor de interne als voor de externe beroepsopleiding gestreefd naar de mogelijkheid om dit voor alle categorieën van het arbeiderspersoneel te voorzien, maar met een bijzondere aandacht voor de laaggeschoolden. Er wordt een jaarlijkse evaluatie en bespreking van het programma voorzien in de Ondernemingsraad of bij ontstentenis met de syndicale afvaardiging.

Carensdag

Art. 11. De toekenning van het loon op de eerste carensdag per jaar en per arbeider in geval van ziekte wordt voor onbepaalde duur ingevoerd. De toekenning van het loon op de overige carensdagen in geval van ziekte wordt verlengd voor de periode van 1 april 2001 tot 31 maart 2003 en dit bij wijze van proef.

Anciënniteitsverlof

Art. 12. Als voorafname op een eventueel toekomstige arbeidsduurverkorting onder welke vorm ook, wordt:
 voor 2001 : een eerste anciënniteitsdag toegekend vanaf 10 jaar anciënniteit in de onderneming;
 : een tweede anciënniteitsdag toegekend vanaf 20 jaar anciënniteit in de onderneming;
 vanaf 2002 : een bijkomende anciënniteitsdag toegekend vanaf 15 jaar anciënniteit in de onderneming
 (totaal max. 3 dagen anciënniteitsdagen per kalenderjaar).

Koopkracht

Art. 13. Lonen.

De werkelijk betaalde basisuurlonen, (40-urenweek) worden verhoogd met 6 BEF per uur (0,1487 EUR) vanaf 1 juli 2001 en met 5 BEF per uur (0,1239 EUR) vanaf 1 juli 2002.

De bestaande minimumuurlonen uitgedrukt in het 40-urenstelsel, worden met 6 BEF per uur (0,1487 EUR) verhoogd en worden vanaf 1 juli 2001:

- Afwerking en verpakking: 363,70 BEF per uur (9,0159 EUR)

- Productie

a) bij de aanwerving: 387,25 BEF per uur (9,5997 EUR)

b) na drie maand (referentieloon): 400,70 BEF per uur (9,9331 EUR)

c) gespecialiseerden: 409,60 BEF per uur (10,1537 EUR)

- Ploegbazen: 420,45 BEF per uur (10,4227 EUR)

De bestaande minimumuurlonen uitgedrukt in het 40-urenstelsel, worden met 5 BEF per uur (0,1239 EUR) verhoogd vanaf 1 juli 2002.

Deze bedragen worden gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 mei 2001, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, betreffende de koppeling der lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen.

Bovenvermelde bedragen stemmen overeen met het spilindexcijfer 106,47 op basis van 1996 = 100.

Art. 14. Premies voor ploegwerk

De bedragen van de premies voor ploegwerk (40-urenweek) worden verhoogd vanaf 1 juli 2001, voor de dagploegen tot 6,70 pct. van het referentieloon en voor de nachtploegen tot 22 pct. van het referentieloon, zoals bepaald in artikel 13, tweede lid, hierboven.

Indien de berekening van de bedragen in franken per uur geschiedt, gebeurt deze tot op de derde decimaal en, zoals gebruikelijk voor de afronding, vervalt alles wat na de tweede decimaal komt. Vanaf 1 januari 2002 gebeurt de berekening van de bedragen in euro tot op de vijfde decimaal en vervalt alles wat na de vierde decimaal komt, zoals bepaald in artikel 3 van de cao van 2 mei 2001 betreffende de ploegenpremies, gesloten in het paritair comité voor de scheikundige nijverheid.

Hierdoor worden de ploegvergoedingen uitgedrukt in franken vanaf 1 juli 2001 (40-urenweek):

- morgen- en namiddagploeg: 26,84 BEF per uur (0,6653 EUR);

- Nachtploeg: 88,15 BEF per uur (2,1852 EUR).

Uitzendarbeid

Art. 15. Onverminderd de wettelijke bepalingen ter zake, wordt de ondernemingsraad of, bij ontstentenis, de syndicale afvaardiging maandelijks ingelicht over de tewerkstelling van uitzendkrachten, beoogd door hoofdstuk II van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, welke in hoofdzaak handarbeid verrichten.

De te verstrekken informatie betreft volgende punten:

- het aantal uitzendkrachten per afdeling;
- de reden van tewerkstelling;
- de opdeling van het aantal uitzendkrachten in de onderneming volgens ononderbroken tewerkstellingsduur in de onderneming volgens het volgende schema: minder dan drie maanden, tussen drie en zes maanden, tussen zes en twaalf maanden, tussen twaalf en achttien maanden, en vanaf achttien maanden en meer.

Stress – CAO nr. 72 van de NAR

Art. 16. Overeenkomstig punt 9 van het voornoemd interprofessioneel akkoord, wijzen de ondertekenende partijen op de belangrijkheid van de CAO nr. 72 gesloten in de NAR, voor het welzijn van de arbeiders en voor de goede werking van de onderneming. Zij sluiten zich aan bij de aanbeveling van voornoemde CAO nr. 72 om de in deze CAO naar voor gebrachte voorstellen in praktijk om te zetten en vestigen de aandacht op de positieve inbreng die de preventiediensten kunnen hebben.

Bestaande overeenkomsten en sociale vrede

Art. 17. Alle bepalingen van vorige collectieve arbeidsovereenkomsten, die niet eenmalig zijn of die door deze collectieve arbeidsovereenkomst niet gewijzigd of afgeschaft worden, blijven voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst verlengd.

De sociale vrede wordt gewaarborgd voor de ganse duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Overgang naar de euro

Art. 18. De artikelen of onderdelen ervan die in de eerste rij en de eerste en vierde kolom van de volgende rij(en) van onderstaande tabel worden vermeld, hebben betrekking op deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden vanaf de dag van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de derde kolom.

Art. 13		Art. 13	
	EUR	BEF	
Alinéa 1er	0,1487	6,-	Eerste lid
	0,1239	5,-	
	9,0159	363,70	
	9,5997	387,25	
	9,9331	400,70	
	10,1537	409,60	
	10,4227	420,45	
Art. 14		Art. 14	
	EUR	BEF	
Alinéa 2			Tweede lid
	0,6653	26,84	
	2,1852	88,15	

Geldigheidsduur

Art. 19. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 2001 en houdt op van kracht te zijn op 31 maart 2003, met uitzondering van artikel 5 dat in werking treedt op 1 januari 2001 en ophoudt van kracht te zijn op 31 december 2002.